

le progrès de la pêche et celui de l'agriculture au Canada. Comme tous s'en rendent compte, l'agriculture a bénéficié d'un effort national considérable.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les dépenses du ministère de l'Agriculture, sur les divers services, fermes expérimentales et stations de démonstration, pour se convaincre de la vérité de cette affirmation. Pour ce qui est des Pêcheries cependant, que constatons-nous? Ce ministère est l'enfant non désiré, non aimé, l'enfant négligé du Gouvernement. Je concède en toute franchise et sincérité que sous l'impulsion du ministre actuel les perspectives de nos pêcheries se sont beaucoup améliorées et que les membres du Parlement s'y intéressent davantage. Toutefois, monsieur le président, notre pays ne traite pas l'industrie de la pêche comme il le devrait. J'apprécie à sa valeur, je le répète, le travail accompli par le ministre et ses subordonnés mais il me semble qu'il nous faudra attendre longtemps avant qu'on accorde à cette industrie l'importance qui lui revient.

Un des graves problèmes de l'industrie de la pêche est celui de la conservation que le ministre a souligné plus d'une fois. J'ai déjà parlé brièvement, et j'y reviens, de la convention internationale des pêcheries du nord-ouest de l'Atlantique et de l'établissement de la commission internationale. Sauf erreur, elle doit décider, à sa prochaine réunion, si le siège social de la commission sera établi à Halifax ou à Saint-Jean de Terre-Neuve. Je ne veux pas manquer l'occasion de plaider la cause de Saint-Jean. En l'occurrence, je le fais en toute franchise. Des deux endroits, Saint-Jean est, à mon avis, le plus approprié. J'ignore ce qu'en diront les honorables députés de la Nouvelle-Écosse.

Je crois savoir que le Canada, le Danemark, l'Islande, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Portugal font présentement partie de l'organisation et que la France, l'Italie, la Norvège et l'Espagne n'ont pas encore manifesté leur intention de ratifier la convention relative à la conservation des pêcheries de l'Atlantique. Voilà les derniers renseignements que je tiens, le ministre en a probablement d'autres. A mon avis, cet organisme est appelé à jouer un rôle de première importance surtout à l'égard des pêcheries que nous assimilons habituellement aux Grands bancs de Terre-Neuve, vu les signes d'épuisement inquiétants qui se manifestent à cet endroit depuis quelques années. A ce propos, j'ai lu tout dernièrement un éditorial du *Daily News* qui m'a paru très important. J'en lirai un court passage. On signalait le grand tort fait aux pêcheries par le gaspillage de petits poissons pris dans les Grands bancs. Tous

les pays qui exploitent ces pêcheries adhèrent à la convention ou comptent y adhérer. Voici un passage de l'éditorial publié par le *Daily News*, le 26 avril:

Le gaspillage de poisson qui se produirait dans les Grands bancs atteint des proportions inquiétantes et démontre la nécessité de mesures de réglementation. Le gaspillage de jeune poisson pris au chalut serait presque effroyable et pour peu qu'il continue, son effet se fera sentir sur les ressources des Bancs de Terre-Neuve.

Le ministre s'est rendu compte des conséquences de la pêche sur les bancs américains. Il a vu les dégâts considérables que la pêche exagérée a causés sur ces bancs. A toutes fins pratiques, je crois, leur valeur a été réduite à presque rien. Nous ne voulons certainement pas que la même chose arrive aux Grands bancs de Terre-Neuve qui sont si importants pour l'économie de tout le Canada en matière de pêcheries.

La dernière fois que j'ai parlé de cette question, j'ai mentionné, je crois, que d'après un certain auteur les Grands bancs rappellent une réunion des Nations Unies en plein jour, tant y sont nombreux les différents drapeaux. La plus récente description en a été donnée l'autre jour. L'un des patrons fait l'observation suivante: l'encombrement sur les bancs de pêche est tel que le patron d'un petit chalutier a récemment comparé les bancs, la nuit, à un arbre de Noël bien illuminé. Il est donc facile de voir quelles mesures il faut prendre, et rapidement, si l'on veut préserver cet héritage que nous appelons les Grands bancs de Terre-Neuve.

L'autre partie de l'éditorial que j'ai mentionné est également importante. Dans l'éditorial du *Daily News*, numéro du 26 avril, au sujet de l'alimentation des poissons, on lit ce qui suit:

Il est clair que les disponibilités en protéines animales ne réussissent pas à répondre à la demande et qu'il faudra consommer beaucoup plus de poisson à l'avenir. Mais les approvisionnements de poisson peuvent aussi tomber bien au-dessous de la demande si les principales réserves océaniques ne sont pas conservées avec soin; or le seul moyen logique et efficace d'y arriver, c'est d'obtenir l'adhésion de tous les pays à la Convention de l'Atlantique.

Je n'en dis pas davantage sur l'ensemble de la question. Je discuterai maintenant certains détails avec le ministre dans l'espoir qu'il fournira des explications en passant. Dans un discours prononcé le 27 octobre dernier au poste de Radio-Canada à Terre-Neuve, il a formulé des observations pertinentes sur la pêche; je les lui rappelle afin de lui poser certaines questions. A ce moment-là on avait annoncé que le poisson du Labrador bénéficierait du soutien des prix. Voici les paroles du ministre:

Nous élaborons un programme en vue de permettre à l'association des marchands de morue salée